

Journal de 13 heures

Alain Juppé : « Certains analystes considèrent que l'intervention française a fait le jeu du FPR contre les Hutu dont les lignes d'approvisionnement en armes ont été coupées »

Daniel Bilalian, Giles Rabine, Benoît Duquesne,
Dorothee Olliéric

France 2, 5 juillet 1994

Les centaines de milliers de Hutu qui fuient l'avance du FPR sont aussi en danger.

[Daniel Bilalian :] Deuxième grand titre de l'actualité : la situation au Rwanda. Les forces françaises qui ont reçu l'ordre de contenir l'avance des forces du FPR se sont, euh, fortement installées dans le Sud-Ouest du pays. Cette région est la seule qui ne soit pas encore contrôlée, euh, par les forces du FPR qui, hier après-midi [4 juillet] en revanche, ont conquis totalement la capitale Kigali. Reportage de nos envoyés spéciaux Giles Rabine, Pascal Stelletta.

[Giles Rabine :] Cette explosion de joie n'est pas feinte, ces gens-là ont vécu ici depuis deux mois, autour de cette église Sainte-Famille, une vraie descente aux enfers [on voit des gens en train d'applaudir des soldats du FPR sur le parvis de l'église Sainte-Famille ; une incrustation "Kigali" s'affiche à l'écran].

Celui qu'ils accueillent comme un libérateur, c'est le commandant Rose, le vainqueur du jour, qu'ils ont reconnu, bien que les officiers du FPR ne portent jamais le signe distinctif de leur grade [gros plan sur un véhicule

dans lequel se trouvent des officiers du FPR puis sur des rescapés en train d'applaudir et de danser].

[Un rescapé : "Le matin, nous... étions encore dans le..., la..., là où nous sommes dans l'église. On a..., on entendait des coups..., des coups de fusil partout, partout. Vers, euh..., 8 heures, on entendait encore tout proche, tout proche, tout proche. Et... on a vu des gens a... On a commencé à regarder ici. [Plan de coupe] Y'avait un lieutenant qui gardait ici, qui nous a dit : 'Ah, maintenant, aujourd'hui, c'est vraiment..., il..., c'est la fin ! C'est la fin, c'est la fin. Moi je pars ! Moi je pars, j'ai..., j'ai...'"]

Jusqu'aux premières heures de l'aube, les mercenaires vaincus ont cherché à assassiner [on voit des officiers du FPR déambuler dans une rue de Kigali en compagnie de Casques bleus]. Alors qu'on nous emmène voir le cadavre d'un des rares mercenaires que la foule de réfugiés a pu tuer, nous découvrons que deux de leurs victimes, une femme, et plus loin un homme, vivent encore [gros plan sur une femme blessée qui jonche le sol].

[Un Casque bleu canadien examine le corps de la femme blessée [on devine qu'il parle à son commandement dans un poste radio : "La personne est toujours en vie major". Puis il répond à un journaliste : "[Inaudible], on a appelé la Croix-Rouge. Ça va aller".]

Le vainqueur du jour descend dans la véritable fosse où ces réfugiés sont entassés depuis plusieurs semaines [on entend les cris de joie des réfugiés]. Les mercenaires gouvernementaux, quand ils étaient ivres ou drogués, venaient tuer contre ce mur, devant tous les autres réfugiés, quelques victimes choisies au hasard. Ces maigres taches de sang sont le témoignage de l'assassinat de plus de 120 personnes [on voit le même rescapé que ci-avant dans le cloître de l'église Sainte-Famille en train d'emmener des officiers du FPR et des Casques bleus vers l'endroit évoqué par le journaliste ; le plan suivant montre les taches de sang incrustées dans le mur en brique et sur le sol].

[Le même rescapé que ci-avant : "Et on les mettait les..., les..., les..., là-bas. On fusillait, on mettait le..., par terre tout le monde. La tête. On fusillait tout le monde, tout le monde. Les jeunes surtout. Et la dernière fois, j'pense qu'on a fusillé une centaine, quelque 120. 120 personnes. Y'avait seulement trois, deux filles avec une femme. Et les autres sont des jeunes garçons".]

Dans chaque tombe, plus de 10 cadavres sont enterrés. Aux heures des plus violents massacres, les gouvernementaux jetaient les cadavres dans le ravin [on voit successivement à l'image des croix en bois puis le ravin].

Le centre-ville a été pris en un peu plus de deux heures. Les soldats nous ont confié qu'ils ont attaqué la ville par tous les côtés, par toutes les

routes en même temps, sauf une, celle de Gisenyi, qu'ils ont laissé ouverte et par où les soldats et les mercenaires gouvernementaux se sont enfuis pour tenter de rejoindre la région où opèrent les troupes françaises. Selon plusieurs témoignages, le FPR disposait de blindés [gros plans sur des soldats du FPR].

À l'orphelinat de Marc Vaiter, on n'ose pas croire que le cauchemar est enfin terminé. En fuyant cette nuit, les mercenaires ont mitraillé l'orphelinat sans blesser personne. Notre arrivée déclenche des cris de joie.

Quant à Marc Vaiter, qui a réussi à sauver 500 enfants et aussi quelques adultes cachés depuis deux semaines sous les combles, seul contre des fous de guerre, avec la seule force de sa conviction et de sa persuasion, il s'exprimera avec la même retenue et la même sérénité que d'habitude [on voit notamment Marc Vaiter sortir d'une foule de réfugiés composés essentiellement d'enfants].

[Marc Vaiter, interrogé par Giles Rabine : - "Ouais c'est une grande joie, c'est une grande délivrance, c'est... C'est vrai qu'on était... On avait les balles perdues, on avait les..., comment dire, on avait les, on avait les [inaudible]...". Giles Rabine : - "Les éclats d'obus ?". Marc Vaiter : - "Comment ?". Giles Rabine : - "Les éclats d'obus". Marc Vaiter : - "Pardon, les éclats d'obus. Puis toujours cette menace pesante sur nous des..., des attaques des miliciens".]

Son combat pour les orphelins continue. La guerre et la sauvagerie des massacres ethniques laissent au Rwanda plus de 60 000 orphelins [gros plans sur des visages d'enfants].

[Daniel Bilalian :] Ainsi donc, euh, la France veut empêcher les forces du FPR de conquérir toute une, euh, région du sud-ouest du Rwanda où se trouvent réfugiés déjà des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui ont fui les combats. Empêcher à tout prix, même au prix d'une confrontation armée.

[Daniel Bilalian interroge à présent Benoît Duquesne, en duplex de Bukavu.]

Daniel Bilalian : Benoît Duquesne, vous êtes en direct de Bukavu. Benoît, vous revenez de la région de Gikongoro ce matin, où sont installés fortement, donc, les soldats français.

Benoît Duquesne : [On voit Benoît Duquesne, face caméra, devant un avion gros-porteur ; une incrustation "Bukavu (Zaïre), direct" s'affiche à l'écran] Oui, vous l'verrez tout à l'heure sur les..., les images que nous avons tournées avec Jean-Louis Normandin ce matin. La situation est calme pour l'instant à Gikongoro, c'est pas très surprenant. Ne serait-ce sur le plan militaire puisque le FPR vient de prendre Butare et que, après une victoire comme cela, eh bien, souvent les armées doivent se repositionner. Donc ça

n'veut pas dire..., ça ne dit rien a pri..., a pri..., a priori sur les intentions du FPR. Toute la question maintenant est d'savoir dans cette zone ce que vont être ces intentions : est-ce que le FPR va contourner cette fameuse zone, qui doit faire environ 10 kilomètres carré, dans laquelle se trouvent des camps ? Zone que les Français ont décidé de protéger coûte que coûte. Ou bien est-ce qu'ils vont vouloir en découdre avec les Français ? Ça s'ra, en fait, un choix politique.

Daniel Bilalian : Bien. Alors Benoît, on se demande à Paris si finalement les s... militaires français n'vont pas dev'nir, en quelque sorte, les protecteurs de ceux qui ont effectué les massacres de ces derniers mois ?

Benoît Duquesne : Ben, ils le sont, euh, inévitablement. Il y a parmi, bien sûr, les gens qui se sont réfugiés dans cette zone, il y a des Hutu massacreurs, c'est évident. Et c'est évident depuis l'début. C'est évident de..., depuis l'début que les gens qui ont, euh, accom..., acclamé les Français quand ils sont arrivés dans cette zone gouvernementale étaient les mêmes qui avaient massacré aussi un grand nombre de Tutsi. Mais la question, j'dirais presque, n'est plus là. Il y a maint'nant des centaines de milliers de Tu..., de Hutu qui fuient l'avance du FPR. Ces gens sont aussi en danger. Les Français travaillent sur deux..., sur deux terrains en fait : à la fois ils essaient de protéger les Tutsi qui sont encore en vie dans la région. Et de les protéger des miliciens. Il arrêtent – on l'a montré hier [4 juillet] dans un..., un reportage –, ils arrêtent des miliciens. Et puis en même temps ils viennent au secours, où ils essaient de protéger ces populations hutu menacées.

Daniel Bilalian : Alors en un mot, euh, Benoît – puisqu'on va l'voir sans doute dans votre reportage –, vous avez senti, euh, les militaires français ce matin dans cette région fortement décidés à garder le terrain... et installés militairement fortement ?

Benoît Duquesne : Ils sont..., ils sont tout à fait... Ils sont tout à fait décidés. Ils sont tout à fait convaincus d'être en mesure de garder c'terrain là. Parce qu'ils ont une expérience, ils ont des moyens que n'ont bien sûr pas, euh, le FPR. Et ils sont, j'dirais, presque heureux. En tout cas ils étaient hier [4 juillet] presque heureux, en tout cas soulagés, satisfaits des ordres qu'ils avaient reçus et qui étaient des ordres clairs.

Daniel Bilalian : Merci Benoît.

Alors justement, ce reportage que vous avez réalisé ce matin avec, euh, Jean-Louis Normandin, il vient de nous parvenir. Nous l'regardons ensemble.

[Benoît Duquesne :] Nous sommes à Gikongoro [une incrustation "Gikongoro, ce matin" s'affiche à l'écran]. Le maire parcourt sa ville, haut-parleur

et drapeau tricolore en tête, pour annoncer les nouvelles positions françaises [gros plan sur un haut-parleur installé sur un véhicule rouge sur lequel figurent également un drapeau de la France et un drapeau du Rwanda ; on entend une voix s'exprimer dans le haut-parleur en kinyarwanda ; ce qui est dit semble réjouir les villageois ; le plan suivant montre un gendarme en train d'ajuster le haut-parleur en question].

[On voit un homme noir en chemise blanche parler face caméra [il s'agit en réalité de Félicien Semakwavu, bourgmestre de Nyamagabe] : "Je dis à la population de rester calme et de rester sur place, de ne plus s'enfuir pour, euh, faciliter l'opération Turquoise, i..., ici au Rwanda".]

Dans l'esprit de tous, cette fois c'est clair : les Français vont les défendre, arrêter le FPR – du moins dans cette zone de sécurité –, mettre un terme à leur exode [on voit des villageois applaudir autour de la voiture du bourgmestre].

Des Français qui prennent position, comme on dit. Forts d'une centaine d'hommes supplémentaires, les effectifs sur la place de Gikongoro sont maintenant de 250 [on voit une colonne de véhicules de militaires français au béret rouge franchir une barrière tenue par des miliciens].

Ce matin, le colonel Thibaut a donc fait le tour de ses positions. La zone à défendre fait environ 10 kilomètre carré [gros plan sur le colonel Didier Tauzin].

[On voit le colonel Tauzin en train d'examiner une carte militaire avec ses hommes : "[...] ce..., et ce talweg-là, 2 000 mètres. Ils s..., il est en mesure de tirer jusque-là".]

Des blindés légers, des matériels très sophistiqués, des missiles Milan d'une portée de deux kilomètres avec visée infra-rouge, les militaires à Gikongoro sont persuadés d'être en mesure de faire face à n'importe quelle éventualité [vue panoramique sur les véhicules désignés par le journaliste].

Si l'on ajoute à cela deux compagnies de Légion stationnées à une trentaine de kilomètres en retrait, ils se disent prêts à protéger efficacement les 4 à 500 000 réfugiés qui s'agglutinent dans la région [gros plan sur des soldats français au béret noir lourdement équipés].

[Daniel Bilalian :] Alors que le ministre de la Défense, Monsieur Léotard, est à Dakar au Sénégal pour essayer de trouver des soutiens africains, euh, dans cette opération, Monsieur Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères français réaffirme ce matin que notre pays ne s'est pas mis dans une situation de guerre. Monsieur Juppé interrogé par Dorothee Ollieric.

["Alain Juppé, "Ministre des affaires étrangères" : - "Nous ne sommes pas

en situation de guerre. Nous n'avons aucun but de guerre. Nous ne cherchons absolument pas à nous opposer à qui qu'ce soit. Nous cherchons à protéger les populations. S'il y a des troupes qui viennent attaquer des camps de réfugiés que nous protégeons, alors nous riposterons. Nous ne laisserons pas massacrer des hommes et des femmes sans défense. Ça c'est clair. Mais est-ce que ça s'appelle un but de guerre, ça ? Non. [Plan de coupe] Il ne faut pas se laisser, euh, impressionner par une propagande, euh, dont je vois les effets, selon laquelle la France serait là pour faire échec au FPR. Je serais même tenté de dire, Madame, si on allait jusqu'au fond des choses, que certains analystes considèrent que l'intervention française a fait le jeu du FPR contre les Hutu dont les lignes d'approvisionnement en armes ont été coupées. Alors vous voyez ? C'est beaucoup plus compliqué qu'on ne semble le dire. Et ce manichéisme dont nous n'arrivons pas à sortir selon laquelle [sic] la France irait sauver les milices hutu contre l'avancée du FPR ne correspond ni à notre intention ni à la réalité du terrain". Dorothee Ollieric : - "Cependant un officier des..., des Forces armées rwandaises disait c'matin : 'Nous n'avons plus de munitions, la France en a plus que nous. Donc eux pourront repousser le FPR'. C'est perçu comme ça de c'côté". Alain Juppé : - "Oui mais ça... [ricanement], ça c'est..., c'est c'qu'on appelle des 'wishful thinking', c'est pas notre objectif. Et ça prouve d'ailleurs ce que je viens de vous dire : c'est que nous ne sommes pas allés sauver les milices hutu".]

[Daniel Bilalian :] Le problème rwandais également évoqué par le président de la République, qui se trouve actuellement en voyage officiel en Afrique du Sud. Monsieur Mitterrand réaffirme que cette opération n'a pas une connotation colonialiste mais pour autant, dit-il, "la France reste le compagnon de l'Afrique". Mais comme Monsieur Juppé, que vous venez d'entendre, Monsieur Mitterrand précise que la France n'est pas dans la guerre. Il s'agit bel et bien, dit-il, d'une "mission humanitaire". Reportage de nos envoyés spéciaux Philippe Harrouard, Yves Barbe.

[François Mitterrand, devant de nombreux journalistes [ses propos sont simultanément traduits en anglais ; une incrustation "Le Cap, Afrique du Sud" s'affiche en haut de l'écran] : "La France n'entend pas mener d'opération militaire... au Rwanda contre qui que ce soit. Le sort des Rwandais dépend des Rwandais. Le Front patriotique rwandais n'est pas notre adversaire ! Nous ne cherchons pas à retenir son éventuel succès ! Nous disons simplement : 'Il faut bien qu'il y ait quelque part un endroit où des gens en péril puissent trouver secours'. Nous tendons une main secourable. Là s'arrête notre action. Et nous sommes au regret de constater que les organisations internationales

n'ont pas déjà mis en place le dispositif qui permettrait de ne pas laisser se..., supporter cette charge à la France seule".]

[Daniel Bilalian :] Voilà. Et dernier élément : les organisations humanitaires françaises sont partagées, vous l'savez, euh, depuis l'début, euh, sur l'intervention militaire française au Rwanda. C'matin, elles réaffirment leur position. Véronique Gaglione, Éric Gerber.

[Philippe Biberson, "Pdt. Médecins Sans Frontières" : "Nous avons appelé à l'arrêt du génocide. Et, euh, pour c'la, nous ne pensons..., nous pensions et nous continuons d'penser qu'il y avait qu'une seule façon d'l'arrêter, c'était par la force. Il fallait s'opposer, il fallait retenir la main des gens qui continuaient de..., qui continuaient de faire ces massacres. Or, apparemment, ça n'a pas marché puisque le génocide continue, les milices sont toujours extrêmement actives. Et les responsables sont toujours là ! Donc, effectivement, si cette opération est déjà un échec de c'point d'vue là, sa continuation, sous une forme ou..., ou quelle que soit, continue de compliquer la chose et à mon avis continue de compliquer considé... rablement [sic], euh, la situation du point de vue humanitaire".

"Bernard Granjon, Pdt. Médecins du Monde" : "À partir du moment où la France était engagée là-d'dans avec une armée, elle était forcément conduite à retomber sur ses ornières politiques – d'autant qu'elle ne s'en est jamais démarquée – et donc à revenir aux anciennes habitudes et aux désastreuses habitudes en l'occurrence au Rwanda. Et ailleurs, d'ailleurs. C'est-à-dire de soutenir le régime en place, qui en l'occurrence est un régime dictatorial, et des milices, qui en l'occurrence sont des milices assassines".]